

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE Division Halluin

1 avenue du Port Fluvial
BP 81
59250 Halluin

Références : -
Code AIOT : 0007001187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement GALLOO FRANCE Division Halluin implanté 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative aux rejets de PFAS dans l'eau. Elle avait pour but de faire le point avec l'exploitant sur ses mesures de PFAS dans les rejets, les actions de recensement des activités pouvant émettre des PFAS et les actions entreprises ou à entreprendre pour les réduire voire les supprimer.

Lors de cette inspection, les suites des précédentes inspections, l'une relative à la prévention des risques technologiques (incendie) et l'autre relative aux rejets dans l'eau ont été abordées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE Division Halluin
- 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007001187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Galloo France appartient au groupe belge Galloo Recycling. Le groupe exploite une trentaine d'établissements en France dont 4 broyeurs de métaux. L'exploitation sur le site a démarré en 1939. Le site se trouvait alors en Belgique. Il s'est retrouvé des deux côtés de la frontière à la suite du détournement du lit de la Lys. Galloo France à Halluin s'étend aujourd'hui sur 14 hectares environ.

L'établissement exerce l'activité de récupération de métaux, de matières non métalliques (caoutchouc, plastiques, bois...) et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Un arrêté préfectoral du 14 octobre 2008 encadre le fonctionnement de l'installation. L'établissement est initialement autorisé pour les capacités maximales suivantes :

- 200 000 t/an pour le broyeur «Kondirator» ;
- 100 000 t/an pour la ligne de tri des résidus de broyage (VHU et DEEE) ;
- 100 000 t/an pour la cisaille ;
- 25 000 t/an pour la ligne de traitement des DEEE (cette ligne n'a pas été mise en service) ;
- 10 000 véhicules/an pour la ligne de traitement des VHU.

L'établissement est par ailleurs soumis à la Directive n°2010-75-UE relative aux émissions industrielles, dite Directive IED.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2023 est venu actualiser et modifier l'arrêté du 14 octobre 2008.

Les activités classées actualisées sont les suivantes :

* Rubriques sous le régime de l'autorisation :

2718-1, Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux: .Tri, transit et regroupement de batteries au plomb, tournures et de moteurs souillés : 1 100 t.

2790, Installations de traitement de déchets dangereux: Broyage de déchets de DEEE : Ligne de tri des résidus de broyage (LTRB) : 275 t/j.

2791-1, Installation de traitement de déchets non dangereux :

- Broyage de déchets non dangereux :

- broyeur Kondirator : 800 t/j ;

- double broyeur Eldan de 180 t/j ;

- cisaille fixe de 380 t/j ;

- oxycoupage : 30 t/j ;

- broyeur BHS de 720 t/j ;

Dans une limite de capacité de traitement de 2 080 tonnes/j.

2750, Stations d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation : la station réceptionne les effluents des sociétés Galloo Plastics à Halluin et Gallo Menen.

3532, Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour: Broyeur de déchets métalliques. 2080 t/j.
3550, Stockage temporaire de déchets: stockage de 800 t

*Rubriques sous le régime de l'enregistrement :

2560-1, Travail mécanique des métaux et alliages: Broyage et cisailage des métaux et alliages, puissance de 5740 kW.

2663-2.a, Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères: stockage de 15 000 m³

2712-1, Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage :

Activité de stockage, dépollution et démontage des VHU sur 28000 m².

Activité de broyage de VHU dépollués : 26 721 m².

La surface totale est de 54 721 m².

2713-1, Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux: Entreposage de déchets de métaux sur l'ensemble du site, hors activité 2712 sur une surface de 107 354 m²

2716-1, Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes: Tri, transit et regroupement dans la ligne de tri des résidus de broyage pour un volume total de 16 650 m³ (15 000 m³ de déchets en mélange non ferreux et 1 650 m³ de résidus de broyage).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	/	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		110-1		
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
8	8. Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/02/2023, article 9.3.2	/	Sans objet
9	9. Mise à jour de l'étude de dangers	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	10. Facteurs et éléments importants destinés à la prévention des accidents	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	11. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.7.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux mesures de PFAS dans ses rejets conformément à la réglementation. Elles ne montrent pas de non conformité pour les valeurs réglementées.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son plan d'actions qu'il a formalisé dans un courriel à l'issue de celle-ci. Il convient maintenant qu'il le transmette au préfet avec un échéancier associé. Ce plan d'actions comprend trois axes :

- meilleure caractérisation des rejets par 5 campagnes de mesures complémentaires sur des périodes plus longues et plus représentatives des rejets,
- identification des leviers d'action potentiels et de leur applicabilité aux rejets du site,
- prise en compte des démarches mises en oeuvre par le groupe sur les sites belges.

S'agissant des suites précédentes inspections, l'exploitant y a répondu. L'étude de dangers du site a été remise, les éléments importants pour la sécurité définis et les débits en eaux d'extinction par zone recensés. Les résultats de l'autosurveillance sont saisis dans l'interface Gidaf et commentés. Ils ont été évoqués lors de la présente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I [...] Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> <p>[...]</p> <p>III L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'Inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 campagnes de prélèvements et analyses ont été réalisées les 22 mai 2024, 17 juillet 2024 et 17 mars 2025. Les résultats ont été saisis dans l'interface GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les PFOS ont été mesurés lors des 3 campagnes.</p> <p>Les résultats sont les suivants :</p>

- 23/05/2024 : 0,36 microg/l soit un flux de 92,2 mg/j ;
- 18/07/2024 : 0,32 microg/l soit un flux de 79 mg/j ;
- 17/03/2025 : 0,16 microg/l soit un flux de 2,7 mg/j.

Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

De par son activité, l'exploitant est tributaire des déchets entrants qui peuvent contenir des PFAS. Les flux sont hétérogènes, par exemple : poutrelles aciers peintes, VHU (ceux-ci contiennent des tissus parfois traités avec des PFAS, des mousses...), matériaux divers revêtus (ex : anciens ustensiles de cuisine contenant des PFAS)...

Le flux de déchets contenant des PFAS est trop hétérogène pour pouvoir être capté en entrant. S'agissant des produits qu'il utilise sur site, l'exploitant a examiné leur composition : huile de lubrification des machines, produits utilisés dans la station d'épuration par exemple. Ils ne contiennent pas de PFAS.

En lien avec les éco-organismes et filières professionnelles, il retient les 20 PFAS de l'arrêté ministériel et en a ajouté deux autres qu'il estime pouvoir être émis : le 6-2 FTS et le PFOSA . Les analyses ont porté sur ces 22 PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article

L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

Au jour de la visite, l'exploitant n'avait pas transmis de plan d'actions formalisé.

Il a cependant fait état de 3 actions programmées qu'il a formalisé par courriel suite à cette inspection (courriel du 7 janvier 2026 repris en partie confidentielle).

Concernant les PFAS, son plan d'action se décline en 3 axes :

1^{er} axe : meilleure caractérisation des quantités de PFAS émis dans l'environnement.

En effet, les analyses qu'il a réalisées dans le cadre de l'arrêté ministériel ne l'ont pas été dans des conditions suffisamment représentatives. Les rejets de l'exploitant dépendent de la pluviométrie. En effet, Galloo collecte les eaux de pluie et de ruissellement de ses parcs, les traite dans la station d'épuration et les renvoie vers les utilisateurs internes : la ligne de flottation, l'abattage de poussières (brumisation), le nettoyage des engins, le circuit incendie. Cette pratique permet de réduire sa consommation d'eau et seule l'eau en excédent (forte pluie...) est évacuée après traitement vers la Lys.

Pour pouvoir réaliser les 3 analyses demandées par l'arrêté ministériel, il a dû procéder à des rejets en ouvrant sa boucle de recyclage. Ainsi, les analyses ont été réalisées sur l'eau de la boucle interne et non sur l'eau excédentaire rejetée à la Lys. De plus, sur les 3 analyses, 2 sont issues de prélèvements en période sèche et une en période pluvieuse, donc avec lessivage.

L'exploitant indique qu'étant en impossibilité de réduire le flux de PFAS à la source, il met en place des actions pour mieux le connaître le flux pour ensuite pouvoir, le cas échéant, le traiter. Il compte ainsi réaliser des analyses complémentaires : 5 analyses ont été commandées au laboratoire Cereco et seront programmées sur des périodes pluvieuses. Elles pourront aussi être réalisées sur des échantillons prélevés par Galloo sur des pas de temps plus importants afin d'être plus représentatives. Prévues sur le 1^{er} semestre 2026 environ.

2^{ème} axe : recherche de solutions de réduction en complément ou en parallèle du 3^{ème} axe. Il fait ainsi appel à un prestataire spécialisé (Performance Process) pour l'aider à comprendre la situation et proposer des solutions :

1^{er} temps : accompagnement dans l'interprétation des analyses PFAS.

2^{ème} temps : recherche de solutions.

3^{ème} axe : recherche et développement

Cette phase est prise en charge par le siège de Galloo avec un plan d'actions qui est en cours en Belgique et pourrait ensuite être décliné en France (ex : filtres à charbon sur les rejets...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : l'exploitant adresse sous 3 mois au préfet son plan d'actions formalisé accompagné

d'un échancier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Toutes les eaux du site sont collectées, y compris les eaux pluviales, et traitées par la station d'épuration interne (station d'épuration biologique disposant d'un bassin d'homogénéisation et d'un bassin tampon en amont). Les eaux traitées sont renvoyées vers les utilisateurs internes (cf. point de contrôle précédent). Seules les eaux excédentaires (forte pluie notamment) sont évacuées vers le Lys après traitement. Le rejet dans la Lys se fait en un point unique. Vu le plan des réseaux transmis par courriel du 07/01/26.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.
Constats : Cf. plan d'actions de l'exploitant décrit plus haut. A ce jour, l'exploitant envisage en premier lieu une meilleure identification et quantification des PFAS rejetés pour, ensuite, envisager des solutions de réduction/traitement le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> • respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; • gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : cf. points de contrôles précédents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 8. Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2023, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eau
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du Code de l'Environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au paragraphe et réalisées au cours du mois précédent, accompagné des normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées et le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures.
Constats : Suite au constat formulé lors de l'inspection du 02/04/2025, l'exploitant a saisi ses résultats d'autosurveillance rejets eau. L'Inspection a procédé à un contrôle par sondage du respect des valeurs limites de rejet. Dépassements en MES : <ul style="list-style-type: none"> • 1 au mois d'août : 54 mg/l pour une VLE à 35 mg/l), • 1 au mois de septembre (120 mg/l). Valeur aberrante selon l'exploitant au regard des autres paramètres (potentiellement aspiration d'un paquet de boues) selon l'exploitant. Pas de corrélation avec les autres paramètres suivis (comme les métaux) Dépassements en DCO <ul style="list-style-type: none"> • un au mois de septembre : 126 mg/l pour une VLE à 125 mg/l, • 4 au mois d'octobre dont un pic à 272 mg/l pour la concentration et 1 pour le flux : 338,8 kg/j pour une VLE à 210. Ces dépassements sont liés : <ul style="list-style-type: none"> ◦ à une défaillance de pompe de retour de boue a conduit à un mauvais fonctionnement du clarificateur. Le délai de remplacement de la pompe a été long (dispo de matériel) : pompe changée en novembre. Un débitmètre va être installé sur

- cette ligne pour s'assurer de la stabilité du débit sur la ligne.
- à un manque de chlorure ferrique. L'installation d'injection de FeCl temporaire n'est pas munie d'un suivi du niveau du bac de FeCl. De plus, lors du changement du bac, la pompe d'injection avait été mal (pas) réamorcée. Ces défauts ont été corrigés. Les analyses hebdo de décembre sont revenues à la normale : vu les résultats de jeudi 11/12 : 88 mg/l OK.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 2 : l'exploitant remédie aux dysfonctionnement constatés (remplacement de matériel défaillant et injection de chlorure ferrique) et veille à commenter les dépassements des valeurs limites dans GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : 9. Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2024

Prescription contrôlée :

...

L'exploitant met à jour son étude de dangers en y intégrant le retour d'expérience issue des accidents survenus sur le site en 2021, notamment en matière d'incendie.

La mise à jour portera au minimum sur :

- la description des accidents et incidents survenus (accidentologie) ;
- l'identification et caractérisation des potentiels de dangers au regard des nouveaux risques identifiés ;
- les mesures de réduction des potentiels de dangers ;
- l'organisation de la sécurité ;
- l'estimation des conséquences de la concrétisation des dangers, notamment en matière d'effets dominos entre les différentes aires de stockage des déchets combustibles du site ;
- l'adaptation des mesures de prévention et de protection au vu du retour d'expérience
- les évolutions et mesures d'amélioration proposées par l'exploitant.

Cette mise à jour devra être remise dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'étude de dangers a été déposée en juillet 2024. Elle fera l'objet d'un examen ultérieur par l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 10. Facteurs et éléments importants destinés à la prévention des accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des éléments importants pour la sécurité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les facteurs importants pour la sécurité sont issus de l'étude de dangers. La liste a été envoyée suite à la présente inspection par courriel du 7 janvier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : 11. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site actuel dispose de 10 poteaux d'incendie de 100 mm judicieusement répartis, conformes à</p>

la norme NFS61-213 (un type d'hydrant différent peut être accepté après accord ds Sapeurs-Pompiers), d'un débit unitaire de 120 m³/h. Un accès à la Lys doté d'un point d'aspiration normalisé est aménagé et équipé d'un groupe motopompe pouvant l'alimenter
La zone A est protégée par 3 des hydrants précités situés à 70, 100 et 140 m.

La zone B doit être équipée afin d'assurer 360 m³ sur 2 h :

- de 2 poteaux de 60 m³/h unitaires et d'un poteau de 120 m³/h ;
- d'un point d'aspiration normalisé situé à l'ouest, sur un bras de la Lys.

La zone C doit être équipée afin d'assurer 480 m³ sur 2 heures :

- d'un hydrant supplémentaire de 120 m³/h ;
- d'un quai stabilisé permettant d'assurer la mise en batterie de plusieurs engins d'aspiration.

La zone D est entièrement couverte par la défense incendie du site actuel.

La zone E : le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres du terrain E, par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours. Les autres moyens permettant d'atteindre le débit adapté au risque à défendre sont à moins de 200 m. Le débit nécessaire est justifié par l'exploitant.

Des robinets d'incendie armés sont judicieusement répartis sur le site, disposés de telle manière qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances. En ce qui concerne les bâtiments situés sur les zones A, B et C des Robinets d'Incendie Armés de 33 mm sont placés près des issues, ils répondent aux normes NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NFS 62-201 ; de plus, en tenant compte des aménagements intérieurs, toute la surface doit pouvoir être battue par l'action simultanée d'au moins 2 lances.

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques visibles, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie sur le broyeur Kondirator ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties sur chaque zone, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

Lors de l'inspection du 23/04/2004, les moyens de protection contre l'incendie, en particulier les débits des poteaux par zone n'avaient pu être identifiés de manière exhaustive.

Les débits des poteaux recensés dans l'étude de dangers déposés en juillet 2024 sont les suivants ::

La zone A est protégée par 4 poteaux privés, 1 poteau alimenté par motopompe, 3 poteaux publics ;

La zone B est protégée par 3 poteaux privés, 3 poteaux alimentés par motopompe, 1 poteau public ;

La zone C est protégée par 3 poteaux privés, 1 poteau alimenté par motopompe, 2 poteaux publics ;

La zone D est protégée par 9 poteaux privés, 4 poteaux alimentés par motopompe ;

La zone E est protégée par 2 poteaux privés et 2 poteaux publics.

Les débits mesurés et figurant dans l'étude de dangers sont compris entre 76 et 140 m³/h pour les poteaux privés.

Type de suites proposées : Sans suite